

L'ancien bisse de Saxon

par

Louis DELALOYE*

La construction de plusieurs bisses¹ valaisans remonte au Moyen Age. Ceux de Varone et d'Ernen ont été construits au XII^e siècle. Au sommet de la technique, c'est sans doute le Torrent Neuf de Savièse qui a exigé de ses constructeurs une témérité et une audace des plus remarquables: sur un parcours de 6 km, le courant est emprisonné dans des chéneaux de bois surplombant les gorges sauvages et abruptes de la Morge. Au péril de leur vie, les gardiens de l'aqueduc devaient emprunter des passerelles formées de planches glissantes sur des porte-à-faux fixés sur les chéneaux, se courber pour passer sous des saillies de rochers. En 1934, ce parcours a été abandonné et remplacé par le Tunnel du Prabé.

Le Valais ne compte par moins de 200 bisses² naissant à des altitudes variant entre 1000 et 2700 m, leur longueur varie entre 1 et 31 km. A Visperterminen, on compte une quinzaine de bisses dont le plus long mesure 25 km; celui d'Ayent, prenant sa source à la Lienne, en mesure 23; l'ancien bisse de Levron en comptait une vingtaine.

* Peu avant sa mort, Louis Delaloye (1891-1969), ancien chef de service au Département de l'instruction publique, avait donné ce texte aux *Annales valaisannes*. Nous sommes heureux de pouvoir honorer sa mémoire en le publiant aujourd'hui.

¹ Le mot bisse, d'après Courthion, est apparenté au terme bief que l'on pronçait biffe, puis bisse. (Cf. *Glossaire des patois de la Suisse romande*, t. 2, pp. 387-390.)

Les documents mis en œuvre dans ce travail proviennent des Archives cantonales, à Sion, et des Archives communales, à Saxon, notamment les procès-verbaux des séances du Conseil communal et de l'Assemblée primaire de Saxon.

MM. Robert Felley, ancien conseiller, et Louis Roth, ancien directeur des travaux publics, à Saxon, nous ont communiqué d'utiles renseignements.

Signalons, d'autre part, les deux ouvrages suivants dont nous nous sommes servis:

Ignace Mariétan, *Les bisses. La lutte pour l'eau en Valais*, Neuchâtel, 1948. (Trésors de mon pays, 28.)

Louis Courthion, *Les bisses du Valais*, dans l'*Echo des Alpes*, n° 7-8, 1920.

² Les bisses secondaires ne sont pas inclus dans ce nombre.

Plusieurs bisses ont été édifiés par des consortages, la plupart par les communes qui en assument l'entretien. De nouveaux aqueducs ont été construits au cours de ce siècle, ensuite de l'implantation de nouvelles cultures et de l'augmentation de la population. Depuis quelques décades, leur construction bénéficie de l'appoint des subsides du canton et de la Confédération.

Mais l'agonie du bisse de Saxon, le plus long bisse du Vieux-Pays, a sonné. Un aqueduc moins long, plus moderne, le remplace. Sa vie mouvementée et les services qu'il a rendus à la communauté villageoise méritent bien que l'on rappelle son histoire. C'est le but de notre propos.

I

La construction du bisse

La construction du bisse de Saxon s'est échelonnée entre les années 1863 et 1876. Les conflits surgis en cours d'exécution des travaux ont exigé leur interruption pendant dix ans.

Autrefois, le coteau et les mayens étaient arrosés par les eaux des quatre torrents naissant à la Pierre-à-Voir (alt. 2476 m). Cette cime étant dépourvue de glaciers, vers la fin juin, les torrents étaient régulièrement à sec, de sorte que seules les cultures de céréales et de pommes de terre étaient possibles. De maigres prairies recouvraient en grande partie ce quadrilatère mesurant plus de 400 ha, allant des confins de Charrat³ à Ecône, limité au nord par le chemin qui côtoie la montagne (l'ancienne route romaine) et au sud par la zone forestière à la cote de 900 m⁴. Par ailleurs,

³ La partie escarpée qui jouxte Charrat, dite «Les Claives», est le domaine d'une flore rare, du reste protégée: les adonis et les anémones montana se complaisent sur ces terres arides où, au printemps, les bourgeois conduisent le bétail avant l'inalpe.

⁴ Relevons ce détail original et local, semble-t-il, à propos du transport du fumier dans les sentiers cahoteux de ce coteau. La plupart des paysans possédaient un âne ou au moins une moitié, voire un quart d'âne en copropriété. Dès le printemps, ces bêtes de somme paissaient en plaine sur les terrains bourgeoisiaux, appelés «les Iles». Les propriétaires allaient les chercher dans ces îlots répartis entre les bras du Rhône et de ses affluents, lorsque le besoin s'en faisait sentir.

Une douzaine de roussins formaient *la coblaz*. Sous la conduite de deux hommes, ils transportaient le fumier dans des sacs pour le compte des membres du consortage. Les sacs hissés tant bien que mal sur le dos des pauvres bêtes, sans trop tenir compte des lois de l'équilibre, la cohorte s'engageaient alors d'un pas régulier dans les sentiers escarpés. Les paysans, pour le compte desquels *la*

il arrivait assez souvent que tarisse la source alimentant les abreuvoirs de l'alpage de la Boveresse (alt. 1500 m), aussi le bétail devait-il se rendre prématurément à l'alpage supérieur des Etablons.

L'initiative de construire le bisse remonte à 1862⁵, époque où les Bains et les Jeux du hasard étaient à l'apogée. Joseph Fama⁶ venait de les moderniser. L'idée de construire un bisse paraît d'autant plus paradoxale que la majeure partie des gens de Saxon avaient abandonné la culture du sol et troqué leurs hardes contre la livrée de portier, de cocher, de gardien de nuit, etc. N'est-il pas intéressant de constater que dans ce Baden-Baden, c'est une poignée de fidèles à la terre ancestrale qui adresse une pétition à l'autorité communale en la priant de rechercher les moyens propres à irriguer le coteau et les mayens qui risquaient fort d'être abandonnés ?

Le Conseil communal se mit tout de suite en quête de satisfaire les légitimes revendications des pétitionnaires. Une commission d'études fut nommée, elle se mit en rapport avec les communes voisines mieux pourvues d'eau. Où trouver ce précieux élément ? A Bagnes, aux ressources quasi illimitées, au Mont Gelé, au Mont Fort, par des galeries de plusieurs kilomètres ? Il ne fallait pas y songer, vu les moyens rudimentaires dont on disposait à l'époque.

Des pourparlers furent alors engagés avec la commune de Nendaz, où les eaux de la Printze étaient abondantes. A ce moment-là, la vente des concessions n'était pas connue. La houille blanche dormait au cœur des glaciers. Les autorités communales de cette localité permirent à Saxon de prendre l'eau à la Printze de Tortin et de Cleuson sans exiger d'indemnité. Toutefois, les ouvriers nécessaires à la construction et à l'entretien de l'aqueduc devaient être recrutés dans la commune de Nendaz.

coblaz travaillait, devait pourvoir à son entretien dès la veille. La besogne achevée, les montures étaient reconduites aux pâturages des Iles. (Renseignement fourni par le meunier Albini Duchoud, né en 1850, décédé en 1941.)

L'historien Schiner, en 1812, avait déjà noté : « ... mais ce qu'il y a de particulier à Sasson, c'est la quantité d'ânes, que les Communiens y entretiennent, ainsi qu'ânesses, dont ils se servent pour conduire le fumier dans leurs champs sur les collines dispersées... C'est aussi dans cet endroit qu'on va les acheter, quand on veut en avoir, soit pour boire le lait d'ânesse pour les maladies, soit pour la monture, ou l'usage domestique... » (Schiner, *Description du Département du Simplon ou de la ci-devant République du Valais*, Sion, 1812, p. 453).

⁵ Quelques bisses construits en Valais à la même époque : Ayent, 22 km, en 1865 ; Ardon, 5 km, en 1860 ; Thyon, 11 km, en 1862 ; Trient, 8 km, en 1847 ; Vex, 14 km, en 1852.

⁶ Joseph Fama, né en 1813 à Spalato, aujourd'hui Split, en Dalmatie, décédé en 1882 à Nice, fut président de Saxon et député au Grand-Conseil.

Il fallait encore requérir l'accord des communes de Riddes et d'Isérables. L'assentiment de ces deux localités ne tarda pas à être donné aux mêmes conditions que celles formulées par Nendaz. Notons que Saxon n'est pas propriétaire de la surface utilisée par le cours du bisse, mais possède un droit imprescriptible.

Il a été notamment convenu que cette cession d'eau durerait aussi longtemps que la commune de Saxon voudrait utiliser les eaux de la Printze pour ses besoins d'irrigation, à raison de 23 000 litres/minute⁷. Par contre, les propriétaires des mayens de Tsaabloz Plan sur Nendaz auraient le droit de prélever dans le bisse la quantité d'eau utile à l'arrosage de leurs prés, en versant une indemnité unique de 4000 fr. et en contribuant aux frais annuels de l'entretien de l'aqueduc sur le trajet desdits mayens à la prise.

De son côté, la commune de Riddes s'est réservée le droit d'utiliser les eaux de la Fare, conduites dans le bisse jusqu'au torrent d'Ecône, à raison d'une semaine sur deux, l'une revenant aux irrigants de Saxon. Au moment où le bisse serait chargé à la Printze, ce droit serait révoqué.

Le début des travaux, leur suspension

Dès que les conventions dont il a été fait mention ci-dessus furent adoptées par les assemblées primaires des quatre communes intéressées, Saxon⁸ fit établir des plans et des devis. Les travaux furent adjugés à une entreprise belge dirigée par Edouard Laga; ils devaient être achevés à fin décembre 1867.

De son côté, la bourgeoisie de Saxon, intéressée à l'arrosage de son alpage de la Boveresse, contribuerait aux frais de construction moyennant un versement annuel de 2000 fr., et cela jusqu'à extinction de la dette de construction.

Le chantier fut simultanément ouvert, au printemps 1865, à la prise à Tortin et à la Crêtaz du Saut sur Saxon. Une commission de cinq membres, choisie dans les quatre communes intéressées à l'œuvre, fut nommée; elle avait notamment pour mission de contrôler les travaux, en application des plans et devis, et de faire rapport.

Une cinquantaine de jours après l'ouverture des travaux, cette commission se vit dans l'obligation de déposer son rapport; elle estimait que la faible pente adoptée, la construction de murs en

⁷ La Printze alimente également les bisses du vallon de Nendaz, le bisse d'En-Bas qui irrigue les Mayens-de-Sion, les Agettes et le bisse de Brignon-Baar.

⁸ La convention fut adoptée par l'Assemblée primaire de Saxon le 25.9.1864.

pierres sèches, l'édification des banquettes sur des terres amenées au lieu de creuser le lit en pleine masse rendaient probables de fortes pertes d'eau et des ruptures des digues. Elle concluait en invitant instamment le maître de l'œuvre à suspendre immédiatement les travaux. Avant de prendre une telle décision, la commission avait cru devoir faire appel à des experts qualifiés, dont les rapports abondaient dans ses vues. Les communes décidèrent de suspendre les travaux.

L'entreprise Laga, estimant s'être conformée en tous points aux plans, intenta un procès à la commune de Saxon, procès qui dura une dizaine d'années. Comme on le verra plus loin, le jugement fut favorable à la partie demanderesse.

Qu'allait-il se passer ?

Voici quelques extraits des procès-verbaux du Conseil communal et de l'Assemblée primaire de Saxon pendant la suspension des travaux. Au cours des séances tenues durant ces dix ans, il a été peu fait mention du litige, il en a seulement été question lors des séances suivantes :

19 mai 1867. Le Conseil décide de contracter un emprunt auprès de la Banque cantonale pour parachever l'œuvre.

11 août 1867. Le Conseil pose à l'Assemblée primaire la question de savoir s'il y a lieu ou non de poursuivre la construction du bisse. Le vote fut affirmatif comme ce qui avait trait à l'emprunt à solliciter à cet effet.

9 septembre 1867. Le Conseil donne connaissance à l'Assemblée primaire des réclamations des communes de Nendaz et d'Iséables relatives au paiement des bois abattus pour la confection des chéneaux.

19 août 1868. Le Conseil confie aux avocats Rion et Cretton, à Sion, le soin de défendre les intérêts de la commune dans le procès Laga, puis de faire appel à Guillaume-Henri Dufour⁹, ingénieur à Genève, pour avoir son avis sur la poursuite des travaux du bisse.

Dans sa réponse, Dufour s'excuse de ne pouvoir accepter cette mission, étant surchargé de travail. Il propose à sa place l'ingénieur français Veyrassat¹⁰, également domicilié à Genève.

13 septembre 1868. L'Assemblée primaire est tenue au courant des tractations en cours, au sujet du procès Laga, notamment en ce qui concerne le jugement du tribunal de Martigny, qui confirme

⁹ Guillaume-Henri Dufour (1787-1875) commanda l'armée fédérale lors de la guerre du Sonderbund.

¹⁰ Probablement Henri Veyrassat (1831-1917), ingénieur (cf. DHBS, t. VII, p. 115).

celui prononcé par les arbitres. Il est également donné lecture du rapport Veyrassat au sujet de la poursuite des travaux.

Du 13 septembre 1868 au 15 août 1874. Les procès-verbaux du Conseil sont muets au sujet du litige. Celui du 15 août 1874 dit simplement: «L'Assemblée primaire, après avoir entendu le rapport du Conseil, décide de reprendre les travaux et de faire établir d'autres plans.»

Le nouveau projet

Une nouvelle étude de l'œuvre fut confiée à Ernest Bertrand¹¹, géomètre à Saint-Maurice. Les plans présentés variaient sensiblement de ceux imposés à Laga. Ils prévoyaient notamment, dans les parties rocheuses, une pente plus forte, susceptible de faire accélérer le courant dans les autres secteurs et, sur les terrains mouvants ou composés d'éboulis, la construction de chéneaux (environ 1200 m dans la forêt des Eaux sur Nendaz, aux Pontets sur Riddes et à l'ouest du torrent d'Ecône). Ils envisageaient également deux chutes (cascades) d'environ 100 m chacune, l'une tombant dans le torrent de Vélaz, l'autre dans celui des Croix. Cette mesure a été préconisée là où les banquettes n'assuraient pas assez de résistance, afin de construire un lit nouveau à un étage inférieur.

Les plans furent admis et les travaux immédiatement mis en soumission et adjugés à l'entreprise Simon Zufferey, de Sierre, qui présentait les conditions les plus intéressantes et les garanties techniques les meilleures.

Au premier printemps 1875, le chantier fut ouvert à nouveau. Plusieurs équipes de terrassiers, de maçons, de charpentiers, de manœuvres, de scieurs de long, échelonnés sur tout le tracé, se mirent résolument à l'œuvre, sous la surveillance de Bertrand, qui ne ménagea ni son temps, ni son dévouement. Bien que les moyens d'action fussent des plus rudimentaires: forage à la barre à mine, sciage des billes à la «banbane»¹², les travaux furent rapidement menés.

Pour contourner les nombreux éperons rocheux et éviter d'y installer des chéneaux, quelques petits tunnels furent construits, en particulier à la Grande Laventze sur Nendaz (125 m) et à la Crêtaz à Moïse sur Saxon (40 m).

¹¹ Ernest Bertrand (1830-1908), originaire de Saint-Maurice, se fixa ensuite à Saxon; il était le père de Jules Bertrand (1882-1943), pharmacien, durant plusieurs années président de la SHVR.

¹² Scie à quatre mains. Un ouvrier se tient sur un chevalet où est fixée la bille à débiter, un autre ouvrier est placé immédiatement dessous.

Les manœuvres étaient rétribués à raison de 25 à 30 ct. l'heure. Ils logeaient à la belle étoile sous les sapins, sous des abris de fortune ou dans des chalets. Les repas étaient préparés en commun: une soupe consistante à midi et la polenta soir et matin. Le complément (fromage, viande, etc.) était fourni par les ouvriers suivant leurs goûts et leurs possibilités.

Aucun accident grave n'est survenu. Une petite manifestation fut organisée au village pour souligner la fin des travaux, le 30 août 1876, aux abords de la maison Mermoud.

Les travaux furent reconnus conformes aux plans par la commission de contrôle.

L'issue du procès Laga

Au printemps 1879, la Cour d'appel du Valais rendit son jugement dans le procès qui opposait la commune de Saxon à l'entreprise Laga.

La commune fut condamnée aux frais et au versement de 10 000 fr. à Laga. La Cour estima que l'entrepreneur avait exécuté le travail conformément aux plans et conditions adoptés d'un commun accord. Ceux-ci auraient dû faire l'objet d'une étude plus approfondie par le maître de l'œuvre. De son côté, Laga soutint que, nulle part, la convention ne fait mention d'amener l'eau à la Boveresse, mais uniquement de construire un bisse.

Par convention du 22 juin de la même année, la commune, représentée par son vice-président Léopold Rard¹³, s'est engagée à verser à Edouard Laga les 10 000 fr. et leurs intérêts en deux annuités. A titre d'arrangement, Laga a accepté de prendre les frais du procès à sa charge. Ainsi s'est close une affaire qui a passionné l'opinion publique durant une décennie.

Le règlement des comptes du bisse

Il fallait trouver 200 000 fr. pour régler l'entreprise Zufferey. A l'époque, cette somme paraissait énorme et sans rapport avec les moyens financiers de la localité, dont les rentrées annuelles du produit des impôts atteignaient à peine 25 000 fr. En outre, la fermeture des Jeux¹⁴ allait priver la commune d'une importante source de revenus.

¹³ Léopold Rard a émigré au Canada en 1881.

¹⁴ Les Jeux furent fermés le 31.12.1877, par ordre de l'Autorité fédérale.

Le 25 novembre 1879, l'Assemblée primaire dut examiner les moyens propres à éteindre cette dette. Le Conseil proposa aux contribuables de répartir le montant dû proportionnellement au sommaire imposable de chacun.

Cette proposition fut combattue notamment par Joseph Orsat¹⁵ qui demanda une expertise des comptes qui lui paraissaient mal tenus et impropres à distinguer les charges de la bourgeoisie de celles de la municipalité. Une commission fut nommée à cet effet.

Le 30 décembre de la même année, la commission présenta son rapport à l'Assemblée primaire. Elle confirma une grande confusion entre les comptes de la bourgeoisie et ceux de la municipalité au point qu'il fut difficile aux experts d'apporter des précisions. La commission signala la négligence et l'incompétence du caissier communal, mais se plut toutefois à faire remarquer qu'aucune malversation n'était apparue.

Voici un extrait du rapport de la commission:

Les dettes de la municipalité ascendaient à Fr. 215 836.—, soit 172 836.— à M. Joseph Fama, avances pour la construction du bisse, 38 000.— à l'Etat du Valais, pour la correction du Rhône, 5 000.— à M. J. de Werra, à Saint-Maurice, pour l'achat de la cure.

Les frais de construction du bisse se sont élevés à Fr. 192 558.—.

La commission proposa à l'assemblée d'accepter les comptes et la gestion, ce qui fut adopté à l'unanimité.

Le conseil engagea ensuite des pourparlers avec Joseph Fama afin d'examiner de quelle manière le montant dû lui serait payé.

Au cours d'une séance tenue le 11 mars de l'année suivante, un arrangement est intervenu entre Joseph Fama et la Bourgeoisie de Saxon, qui lui cédera la forêt dite la «Dzeu Borlaye, sise aux confins de Charrat, de 58 ha, estimée 86 451 fr.¹⁶ Pour le solde, soit Fr. 86 385.—, le créancier Fama en fera abandon pur et simple à la condition que lui et ses enfants seront exonérés pendant dix ans de tout impôt bourgeoisial et municipal.

Cette proposition trouva l'assentiment unanime de tous les citoyens réunis en assemblée spécialement convoquée à cet effet. De son côté, le Conseil d'Etat approuva cette transaction en séance du 9 juin 1880.

¹⁵ Joseph Orsat (1845-1896) fut député au Grand Conseil.

¹⁶ Adolphe Fama (1853-1949), commandant des forts de Saint-Maurice, héritera de cette forêt et la revendra par la suite à la commune de Charrat.

II

L'exploitation du bisse

Cependant, le Conseil communal n'était pas au bout de ses peines; comme on le verra, la route demeurerait hérissée de difficultés.

Au mois de juin 1876, le bisse fut chargé pour la première fois. Tout se passa normalement, le courant mit 14 heures pour franchir les 31 km.

Chaque printemps, la commission communale chargée de l'irrigation a procédé à l'inspection minutieuse du bisse pour déceler les défauts et déterminer les réparations à effectuer. Accompagnaient la commission composée de cinq conseillers, les quatre gardiens, le directeur des travaux publics, un maçon et un charpentier. Ce n'était pas là une virée d'agrément, mais une réelle corvée qui méritait bien une lampée à l'arrivée à Haute-Nendaz.

L'entretien du bisse exigeait notamment le curage du lit, le bouchage des interstices des murs au moyen de mousse, le remplacement des chéneaux défectueux, la réfection des ponts, le renouvellement de la réserve des planches. Pour ne pas retarder la charge du bisse, les travaux s'effectuaient dès que les neiges avaient disparu.

Pendant les mois d'avril, de mai et parfois encore de juin, l'eau, provenant de la fonte des neiges accumulées sur les contreforts de la Pierre-à-Voir, jointe à celle de la Fare de Riddes, dont Saxon bénéficiait une semaine sur deux, comme il a été exposé plus haut, suffisait aux besoins, en attendant que le bisse puisse être chargé à la Printze.

Le jour de la charge du bisse, deux ouvriers jetaient de la tourbe dans le courant. La tourbe, qu'on trouve à profusion à l'embouchure de l'aqueduc, troublait l'eau et bouchait les petites ouvertures que les ouvriers chargés de la réfection du lit n'avaient pas décelées.

Le règlement d'irrigation

Un règlement adopté par l'assemblée primaire indiquait le mode de répartition des eaux entre les quatre torrents prenant naissance au bisse. Le partage des eaux se faisait au moyen d'écluses. Chaque torrent recevait un volume d'eau de deux «erdzéréts»¹⁷.

¹⁷ L'*erdzéret* est le volume d'eau utile pour irriguer 500 m² en deux heures.

Les distributeurs avaient pour mission de répartir l'eau entre les propriétaires de fonds (vergers et prairies) au prorata de la surface consignée chaque printemps au greffe communal, sur la base de deux heures d'arrosage par 500 m² de terrain.

Les vignes et les champs pouvaient aussi être irrigués, à la condition que leur surface ait également été consignée dans les délais fixés. Il leur était appliqué une redevance double de celle imposée aux prés.

Les distributeurs

Les distributeurs d'eau avaient notamment pour tâche d'inspecter les raies corrières¹⁸ quelques jours avant la période d'arrosage, de remettre aux irrigants¹⁹ un bulletin indiquant l'heure de la prise d'eau et la durée de son emploi. Les intéressés avaient l'obligation de dévier l'eau au torrent si le propriétaire du fond voisin ne l'utilisait pas, afin d'éviter des dégâts aux chemins et aux cultures. Il leur était d'autre part interdit de céder l'eau à des tiers dont les parcelles n'étaient pas consignées.

Les surveillants ou gardiens du bisse

Au printemps de chaque année, les fonctions des quatre gardiens du bisse étaient mises en soumission; ils étaient nommés et assermentés par le Conseil communal; ils relevaient du conseiller chargé du dicastère de l'irrigation. Deux fois par jour, ils devaient inspecter le secteur qui leur était assigné, portant pelle et pioche pour effectuer les réparations les plus urgentes. Ils rencontraient leurs collègues aux endroits où finissait leur secteur; ils marquaient leur passage en traçant un signe en forme de croix sur la banquette du bisse; ils réglaient les écluses et tenaient à jour le carnet des rondes, etc. En outre, il leur était interdit de chasser, de s'absenter sans autorisation; ils étaient responsables des dégâts occasionnés par leur négligence.

Le gardien-chef avait son poste à la Crêtaz du Saut où le téléphone était installé; c'est lui qui transmettait à ses collègues les ordres reçus.

Les gardes habitaient des cabanes construites au bord de l'aqueduc. A côté de chacune d'elles, un marteau-avertisseur, entraîné par une roue à aubes placée sur le bisse, frappait en cadence

¹⁸ La raie corrière est une rigole qui prend naissance au torrent.

¹⁹ *Irrigant*, nom donné à celui qui irrigue.

sur une tôle ou sur une planche. Le bruit s'entendait de très loin: venait-il à cesser, c'était l'annonce qu'un accident s'était produit sur le parcours. De jour ou de nuit, le gardien devait se mettre à la recherche de l'avarie. Dans les cas graves, il requerrait l'aide de ses collègues.

La répartition des frais d'irrigation

Les frais occasionnés par l'entretien du bisse, le salaire des gardiens²⁰ et des distributeurs étaient supportés moitié par la commune, moitié par les irrigants, au prorata du nombre d'heures d'arrosage.

La dépense moyenne annuelle pour les années de 1950 à 1960 s'est élevée à 17 500 fr. La part incombant aux propriétaires a été de 85 ct. par heure d'emploi d'eau pour les prairies et le double pour les vignes et les champs.

De nouveaux conflits

Comme on peut bien le penser, l'administration du bisse n'est pas allée sans heurts. Bien que le règlement sur la matière fût très explicite, il est arrivé, surtout au cours des années de sécheresse, alors que l'eau valait son pesant d'or, que des propriétaires dont les terres étaient comprises dans le secteur de tel torrent s'étaient autorisés à relier leur propriété à un autre torrent et à utiliser les eaux non commandées. Des sanctions sévères ont dû être prises contre les délinquants.

Il s'est aussi trouvé des irrigants peu scrupuleux qui s'étaient permis de prendre l'eau commandée à un tiers dont les terres étaient situées en aval des leurs. Par ailleurs, des sanctions ont dû être prises contre des usagers qui n'avaient pas surveillé les raies corrières amenant l'eau sur leurs parcelles et causé des dégâts aux chemins publics.

Un gardien nous a signalé un vol d'eau peu ordinaire commis aux Mayens-de-Riddes, à «la Goye à l'Oe» (gouille à l'ours). Un propriétaire de Riddes avait réussi à introduire nuitamment un tuyau en fer à travers la banquette du bisse. Voyant que l'eau s'écoulait normalement par le tuyau, il ne se préoccupa plus de son acte délictueux, absorbé qu'il était à l'arrosage de son pré. Mal lui en prit, l'eau suinta autour du tuyau, la brèche s'agrandit à tel

²⁰ Le premier gardien-chef, Ferdinand Vouilloz, nommé en 1877, recevait un salaire de 90 fr. par mois.

point que tout le courant y passa, entraînant la banquette sur plusieurs mètres. Le gardien arriva sur les lieux au moment où notre homme s'affairait à boucher l'ouverture. A côté d'une forte amende, le gaillard dut indemniser ses voisins pour les dégâts causés.

Presque chaque année, le bisse a vu son lit obstrué par des ravines, des chutes de pierres qui ont dévié les eaux, causant ainsi des dégâts aux forêts et aux pâturages. Ces faits se sont surtout produits à l'alpage de Siviez sur Nendaz, à la Forêt Verte sur Riddes, dans la Combe d'Azone sur le territoire d'Isérables. Ces accidents se produisant à intervalles réguliers, parfois, il faut le dire, causés par des mains criminelles, la compagnie d'assurance en responsabilité civile a dû résilier le contrat.

Par la suite, la responsabilité civile dut être conclue sur de nouvelles bases, la commune de Saxon devant prendre à sa charge la moitié des dommages. Il est aussi arrivé qu'un gardien, par négligence, soit responsable de tels accidents.

Le 19 février 1893, une pétition couverte par 108 signatures invitait le Conseil communal à abandonner purement et simplement l'exploitation du bisse, sous prétexte que les frais d'entretien, les indemnités versées aux sinistrés ne couvraient pas la valeur des regains qu'on fauchait dans les prés irrigués (le bisse n'étant souvent chargé qu'après la première coupe).

D'autre part, les requérants prétendaient qu'une réfection du lit du bisse s'imposait sur la plus grande partie de son cours, en raison des pertes considérables d'eau, alors que la commune, surchargée de dettes, n'était pas en mesure de supporter les frais de cette réfection majeure. L'assemblée primaire fut convoquée le 16 avril 1893; elle n'est pas entrée dans les vues des réclamants. Au vote, à l'appel nominal, on enregistra 77 voix pour le maintien du bisse et 65 pour son abandon.

Pendant les années 1918, 1919 et 1920, les écluses célestes grandes ouvertes s'étaient montrées spécialement généreuses, aussi la plupart des propriétaires s'étaient abstenus d'irriguer leurs prés. Pensant que cette abondance d'humidité allait continuer, l'entretien du bisse fut négligé, seuls les travaux les plus urgents furent exécutés. Erreur ! D'octobre 1920 à la mi-juillet de l'année suivante, il n'y eut presque plus de pluie et pas de neige.

Au cours de la visite du printemps 1921, la commission, conduite par le conseiller Emile Felley²¹, a eu la désagréable surprise de constater l'état lamentable du bisse: murs croulants, chéneaux

²¹ Emile Felley (1880-1936), instituteur, puis commerçant.

branlants, lit obstrué sur des centaines de mètres, etc. Une reprise en main s'imposait, et spécialement à cause de la sécheresse persistante, le bisse devait être chargé le plus rapidement possible, pour éviter le pire. Pendant deux mois, plusieurs équipes de maçons, de charpentiers, de terrassiers s'affairèrent sous l'œil exercé de Louis Roth, directeur des travaux publics. On fit tant et si bien que vers la fin juin, l'aqueduc, pimpant neuf, apportait le maximum d'éléments fertilisants. C'était le moment, les plantes assoiffées purent boire à longs traits les ondes salvatrices.

Les projets de modernisation du bisse

Les améliorations apportées à l'aqueduc en 1921 ne constituaient qu'une trêve, la nature allait reprendre ses droits. En 1930 déjà, le bisse accusait un faible rendement, alors que les nouvelles cultures — la vigne et l'abricotier — réclamaient davantage d'eau que les prairies.

En 1935, l'ingénieur Ruchenstein, de Sion, présenta à la commune de Saxon un projet de construction d'un tunnel partant de la source de Cleuson à Isérables, réduisant de moitié la longueur du bisse. Il en résulterait nécessairement une réduction du nombre des gardiens, une diminution sensible des parts d'eau et des frais d'entretien. Le peu de chance d'obtenir des subsides fit échouer le projet.

Dix ans après, Ruchenstein, agissant pour l'Electrowatt SA, également concessionnaire des eaux de la Printze, présenta des plans quelque peu modifiés, avec l'assurance du versement des subventions sitôt l'œuvre achevée. Il n'en restait pas moins qu'environ 300 000 fr. étaient à la charge de la commune. Considérant que le service de la dette occasionnait une dépense annuelle supérieure au montant des frais annuels, l'assemblée primaire remit l'exécution de l'œuvre à des temps meilleurs.

On passe à l'action

L'état du bisse devenait de plus en plus précaire. La commission d'irrigation, au cours de sa visite du printemps 1962, constata que le lit du bisse avait de nouveau fortement haussé ensuite des terres amenées par ruissellement, que les murs de soutènement devaient être repris à la base, l'échafaudage soutenant les chéneaux s'étant en partie affaissé. Une nouvelle et totale réfection s'imposait.

En attendant qu'une décision intervînt au sujet d'un nouveau projet, on alla au plus pressé. Au lieu de fournir sept erdzérêts à l'irrigation, trois seulement purent être répartis. Comme on peut

le croire, les cultures en pâtirent. Aussi il y eut unanimité dans la localité pour demander une nouvelle étude pour remédier à ce fâcheux état de choses.

Le Conseil communal se mit immédiatement à la recherche d'une solution. Il chargea M. Georges Gaillard, ingénieur à Riddes, de présenter un projet de réfection. Quatre variantes furent présentées à l'Assemblée primaire:

1. Canalisation du bisse actuel sur les tronçons les plus mauvais et construction d'un tunnel de 3 km 500 sous le Mont Gond; la longueur du bisse serait ainsi ramenée à 19 km au lieu de 31. Coût des travaux: environ Fr. 2 500 000.—.

2. Canalisation du bisse sans tunnel; coût sensiblement le même.

3. Pompage de l'eau de la plaine jusqu'à la cote de 900 m; coût approximatif Fr. 2 000 000.—.

4. Abandon du parcours ancien. Un nouvel aqueduc — c'est la variante qui fut choisie — prendrait sa source à Villy sur Riddes²², à 1439 m, sur la conduite forcée Fionnay-Ecône, et aboutirait à 1220 m, aux Prés-des-Champs. Ce bisse, entièrement canalisé, aurait une longueur de 5800 m. La conduite de refoulement au départ serait constituée par des tuyaux d'acier de 375 mm de diamètre. La nature des terrains du nouveau parcours ne permettrait guère la pose de tuyaux à ciel ouvert sauf sur quelques tronçons situés à l'est du torrent des Croix.

Le degré de température de l'eau jouant un rôle important dans l'irrigation, il en a été tenu compte. Au départ, à Villy, l'eau a 6-7 degrés centigrades, elle remonte à 9-10 degrés à l'arrivée, ce qui justifiait le maintien de tronçons à ciel ouvert, où l'eau se réchauffe. Le cours du bisse, construit sur une plate-forme de 3 m de largeur, a une pente moyenne de 4 %. Cette voie sert également de chemin forestier et relie Martigny à Sion par Isérables et le col des Planches. La construction de deux petits tunnels, respectivement de 45 et de 20 m, a été prévue pour éviter les éperons rocheux.

Le coût de l'œuvre atteint 500 000 fr. En comptant 25 000 fr. pour les intérêts et l'amortissement, le coût de l'eau serait d'environ 90 ct. à l'heure par erdzéret.

Conventions

Une convention passée le 15 septembre 1963 entre la commune et l'E.O.S (Energie Ouest-Suisse, à Lausanne) stipule que cette société

²² Au château d'eau de la conduite forcée Fionnay-Ecône.

peut disposer librement des eaux de la Printze comme Saxon en avait disposé.

Une autre convention passée le 4 octobre 1963 entre l'EOS et les Forces Motrices de Mauvoisin (FMM) stipule que les FMM mettent à la disposition de l'EOS, à Villy sur Riddes, 350 litres/seconde pour l'irrigation du coteau de Saxon. En contre-partie, l'EOS fournira à la FMM 3 kWh. par m³ d'eau livrée. Les FMM sont dégagées de toute responsabilité, au cas où la fourniture d'eau serait rendue impossible pour des raisons majeures.

De son côté, la commune s'est engagée à éviter tout gaspillage d'eau. En cas d'économie sur la quantité prévue, l'EOS lui allouera une bonification d'un centime et demi par m³ non utilisé.

Il faut noter que la commune de Saxon maintient ses droits sur les eaux de la Printze, droits acquis et inaliénables.

Ainsi l'ancien bisse de Saxon est désormais abandonné, victime de sa trop grande longueur et des besoins des entreprises hydro-électriques.



Pl. I — Le bisse de Saxon dans les rochers de Siviez sur Nendaz.



Pl. II — Le bisse de Saxon entre le Rosay et les mayens du Dzoray (sur Isérables)